



RAPPORT ALTERNATIF GLOBAL DE WOMEN2030

L'ÉGALITÉ DES GENRES SUR LE TERRAIN

**Conclusions
et recommandations
féministes pour réaliser
l'Agenda 2030**

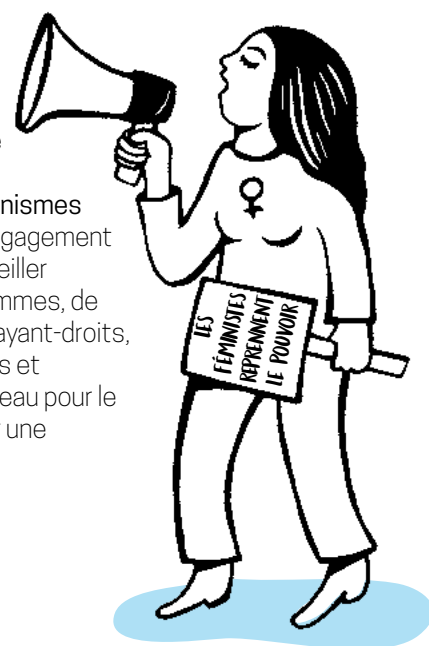
LES PRINCIPALES CONCLUSIONS ET DEMANDES POUR UN AGENDA 2030 FÉMINISTE

Malgré des engagements d'envergure et d'importants progrès, les droits humains universels des femmes sont actuellement encore loin d'être satisfaits. L'Agenda 2030 constitue une remarquable opportunité pour que les gouvernements agissent de manière responsable et garantissent à toutes une vie en bonne santé, épanouie et digne. Les mouvements pour les droits des femmes ont été jusqu'à maintenant des acteurs clé pour assurer l'amélioration de l'égalité des genres et continueront d'être essentiels pour atteindre les objectifs dans les années à venir. Fortes de leurs années de recherches et d'expériences, Women2030 et ses partenaires aux quatre coins de la planète ressentent le besoin urgent d'un recentrage et de réaffirmer l'importance des priorités et des solutions féministes dans chaque effort pour concrétiser les Objectifs de Développement Durable (ODD) en 2030.

Nous appelons les gouvernements, les organisations internationales et la société civile à endosser une vision et une approche féministe pour la réalisation de l'Agenda 2030. Nous invitons les groupes de défense des droits des femmes à se joindre à nos initiatives féministes de plaidoyer pour rendre les gouvernements responsables et bâtir des solutions fondées sur des données concrètes. Nous encourageons également les gouvernements, les organisations de l'ONU et les donateurs à offrir un environnement favorable et faciliter le rôle crucial des mouvements féministes. C'est seulement ensemble que nous pouvons bâtir un monde durable et juste en matière d'égalité des genres.

Un Agenda 2030 féministe est...

- **Systémique:** Seule l'adoption d'un point de vue et d'une approche systémiques peut permettre d'aborder les barrières structurelles à l'égalité des genres et à un développement durable. Les normes économiques et sociales, les croyances, structures et systèmes patriarcaux et autoritaires, perpétuent les inégalités, la violation des droits humains et la destruction de l'environnement, affectant de façon disproportionnée les femmes. Si les droits des femmes ne sont pas garantis, le développement durable est illusoire. Et il ne peut y avoir d'égalité des genres sur une planète morte ou dans un monde économiquement injuste. Les ODD sont interdépendants et exigent une **action cohérente** pour tendre vers une transformation systémique qui soit juste en matière d'égalité des genres.
- **Inclusif:** Il est fondamental de reconnaître et soutenir les besoins des femmes, le rôle crucial qu'elles jouent, et leurs expériences et expertises si l'on veut construire un développement durable et juste qui tienne compte de l'égalité des genres. Cela exige un environnement favorable et des espaces adéquats pour une **participation significative** de toutes les femmes aux prises de décision, des processus transparents d'élaboration de politiques publiques basés sur des **données solides et différenciées en fonction du genre**, ainsi qu'une volonté d'appuyer et d'apprendre des **processus d'auto-organisation des femmes, de leurs revendications et des alternatives de développement local** qu'elles mettent de l'avant, surtout en ces temps où l'on observe une restriction de l'espace civique.
- **Responsable:** Tandis que la plupart des gouvernements prennent des mesures, les défis de mise en œuvre demeurent nombreux et les progrès sont lents. Le processus d'examen national est utile mais insuffisant pour garantir l'adoption de mesures spécifiques en matière d'égalité des genres pour atteindre les ODD. Les gouvernements et les institutions de l'ONU ont la responsabilité d'assurer des **budgets et des ressources suffisantes et de consolider les mécanismes de suivi et de responsabilisation à tous les niveaux**. Cela exige de renouveler l'engagement envers un Agenda 2030 fondé sur les droits humains l'égalité des genres, et de veiller à l'intégrer aux obligations internationales existantes en matière de droits des femmes, de climat et d'environnement. Tandis que les femmes et les communautés, comme ayants-droits, continuent d'exiger leurs droits, les gouvernements doivent assumer leurs devoirs et responsabilités en tant que garants. Les réformes du Forum Politique de Haut Niveau pour le développement durable (FPHN) offrent une excellente opportunité pour renforcer une harmonisation et ancrer solidement les mécanismes de reddition de comptes.



... afin de mettre au centre les priorités féministes:

- i. **En finir avec la discrimination contre les femmes et les filles dans toute leur diversité.** Dans presque tous les domaines de la vie, les femmes sont toujours du côté des perdantes. Trop d'entre elles sont encore quotidiennement exclues. Les réformes juridiques pour mettre fin à la discrimination doivent aller de pair avec des politiques et pratiques intersectionnelles et spécifiques aux enjeux de genre, prenant en compte les besoins et la voix de tou.te.s, en particulier des femmes autochtones et migrantes, de celles qui vivent en zones rurales ainsi que des personnes transgenres et non-binaires.
- ii. **Assurer la justice économique pour tou.te.s.** Les opportunités et les droits économiques des femmes continuent d'être minés par un manque de services publics sensibles aux enjeux de genre, de travail décent, d'équité salariale et de rémunérations justes, par un manque de partage des charges et travail de care non rémunérés, et de contrôle des ressources (y compris naturelles). Pendant des années, la priorité fût donnée à la croissance économique aux dépens des droits humains et de l'environnement, avec pour effet d'accroître les inégalités et la détérioration de l'environnement, qui touchent durement les femmes. C'est seulement en éliminant les politiques néfastes en matière de taxation, de commerce et d'investissements, qui favorisent actuellement l'évasion fiscale et les flux financiers illégaux, ainsi que l'accaparement des terres et les violations des droits du travail, et en implantant des politiques qui répartissent la richesse, le pouvoir et les ressources et qui reconnaissent les besoins des femmes et leur rôle comme actrices économiques, que l'on peut envisager une économie plus juste en termes de genre.
- iii. **De façon urgente, mettre en œuvre des actions sensibles au genre sur le climat et la conservation de la forêt.** Cela sera possible uniquement en comptant sur une participation significative des femmes dans les prises de décision, et en prenant appui sur les ententes internationales et les plans d'action sur l'égalité des genres. Il est nécessaire de consolider les expertises concernant le genre à tous les niveaux de l'élaboration des politiques publiques et de construire le processus à partir des savoirs et des pratiques exemplaires des femmes et des communautés. Il est capital de soutenir les solutions qui favorisent la résilience climatique et qui sont enracinées localement et menées par les femmes, comme la production agro-écologique d'aliments. Il est urgent d'en finir avec les politiques et les pratiques qui minent les solutions pour le climat et les efforts de conservation, entre autres les subventions aux combustibles fossiles et la promotion de plantations et d'infrastructures industrielles qui aggravent la déforestation et la perte de biodiversité.
- iv. **Garantir une participation équitable des femmes, amplifier leur voix et leur leadership dans la prise de décision** à tous les niveaux et dans toutes les sphères: à la maison comme au niveau national, dans les domaines politique et économique et bien d'autres. Selon le dernier rapport de 2020 du Forum économique mondial (FEM), l'augmentation du pouvoir politique des femmes constitue l'enjeu principal de la disparité entre les genres, d'où l'importance d'adopter des mesures concrètes, basées sur des faits avérés, incluant des quotas.
- v. **Mettre fin à la violence envers les femmes et les filles et garantir leur autonomie physique.** Les violences sexistes et sexuelles continuent de représenter un obstacle majeur à la réalisation des droits des femmes, et sert même d'outil de répression dans plusieurs pays, malgré des réformes juridiques. Il faut attaquer de front toutes les formes de violence, domestique, structurelle, politique et économique, toutes les pratiques nocives ainsi que tous les systèmes et les normes sous-jacents qui permettent que celles-ci se produisent. Il est aussi nécessaire de mettre en place des mesures actives de soutien et de protection des défenseur.e.s des droits humains des femmes et de leurs organisations, dont la santé et la vie elle-même sont menacées au quotidien.

Pour les groupes de droits des femmes, les besoins sont majeurs mais l'opportunité est grande de travailler ensemble et de consolider les mouvements, en mettant en commun les analyses féministes et les actions de plaidoyer basées sur des faits avérés. C'est uniquement grâce à la participation significative des mouvements de la société civile et féministes que l'on pourra tenir les gouvernements responsables, les amener à faire tomber les barrières systémiques et à transposer leurs engagements en actions et en résultats concrets pour les femmes dans toutes leur diversité. Il existe de remarquables expériences où les mouvements féministes et les autres mouvements ont développé des plateformes inclusives au niveau régional et travaillent ensemble pour exiger un développement juste, durable et équitable. Les plateformes féministes globales jouent un rôle clé pour bâtir conjointement des analyses et formuler des recommandations communes, comme par exemple [la prise de position conjointe](#) du Women's Major Group pour l'édition 2020 du FPHN. Ensemble, grâce au travail qu'effectuent les féministes et les mouvements dans le monde, nous pouvons bâtir un Agenda 2030 qui s'appuie, à tous les niveaux, sur la participation significative de tou.te.s.